



Réduire les risques de la nouvelle mégabanque

Plan d'urgence du PS pour la nouvelle UBS XXL

Le 19 mars 2023, ce qui semblait être une exception est devenu la règle en Suisse : pour la deuxième fois en 15 ans déjà, une grande banque a été sauvée de la faillite à coups de centaines de milliards de francs d'argent des contribuables. La menace d'une crise financière internationale a manifestement réduit à néant la réglementation suisse « *too big to fail* ». La place bancaire suisse est bien trop fortement interconnectée au niveau international pour que la Suisse puisse liquider certains secteurs d'une banque d'importance systémique active au niveau mondial sans risquer de grands bouleversements politiques et économiques.

Cette garantie implicite de l'État entraîne une défaillance globale du marché, que le dispositif de règles « *too big to fail* » n'a manifestement pas permis d'éviter et qui entraîne divers problèmes. Cette garantie implicite doit enfin être prise en compte dans les prescriptions relatives à la culture d'entreprise (bonus), à la stabilité (liquidités et fonds propres), à la surveillance (BNS, Finma, organes de révision) et à la structure des produits ; il y a énormément à rattraper en la matière.

Lors du sauvetage de Credit Suisse (CS), un monstre a été créé par la fusion forcée avec UBS – à coups de milliards de garanties de la part des pouvoirs publics. Il en est ressorti une UBS XXL, dont le total du bilan (1,5 billion de francs) représente deux fois la performance économique annuelle de la Suisse, et qui gère des actifs d'une valeur d'environ 5 billions de francs dans le monde entier. Par sa taille, cette nouvelle banque monstre, seule grande banque d'importance systémique mondiale de notre pays, représente une menace énorme pour la Suisse ; pour l'ensemble de l'économie, pour les contribuables et pour la souveraineté démocratique. Lors de la prochaine crise, elle peut et va toutes et tous nous prendre en otage. Tant UBS que d'autres actrices et acteurs du marché savent qu'il faut compter avec la garantie implicite de l'État. Cela a pour conséquence que la prise de gros risques devient une stratégie lucrative.

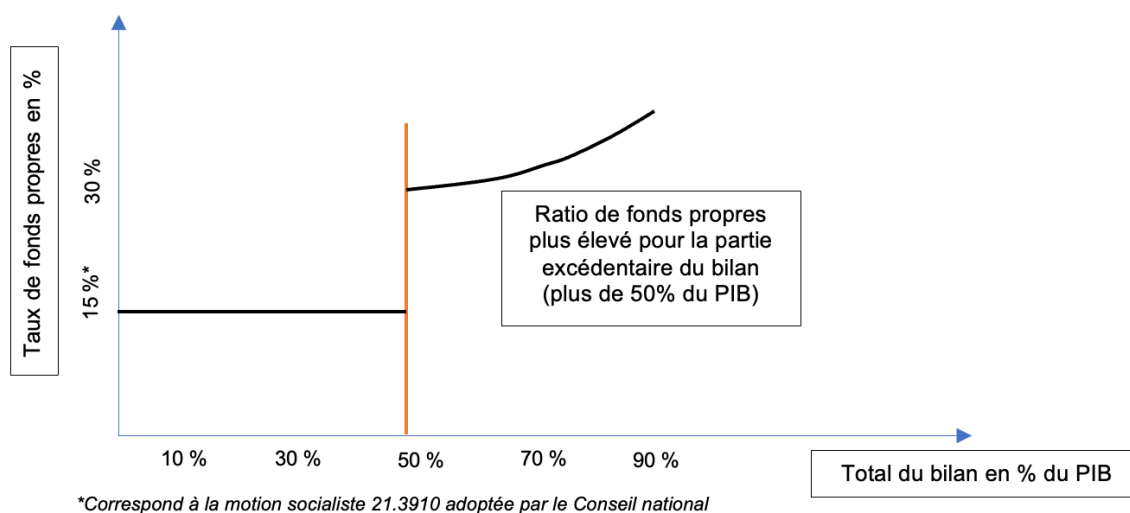
Cette banque est trop grande pour notre pays et notre économie. Il faut la mettre au régime immédiatement et de manière efficace. UBS doit être réduite. Toute autre solution est irresponsable d'un point de vue tant économique que politique. Avec un total de bilan d'environ 500 milliards de francs, le renflouement de Credit Suisse a nécessité 259 milliards de garanties de défaillance et de pertes. À titre de comparaison : si la nouvelle UBS XXL, avec ses 1 500 milliards de francs de somme de bilan, devait vaciller dans les prochaines années, il faudrait, dans un cas similaire à celui de Credit Suisse en 2023, 750 à 800 milliards de francs de garanties¹. Cela correspond à l'ensemble de la performance économique de la Suisse en 2022 (PIB 2022 : 771,22 milliards de francs).

¹ Le bilan pondéré en fonction des risques de la Banque cantonale de Zurich correspond à 46 % du PIB du canton de Zurich.

C'est pourquoi le Groupe socialiste demande, dans le cadre de la transformation des ordonnances d'urgence en droit ordinaire, des mesures d'accompagnement pour réduire UBS et donc le risque pour les pouvoirs publics.

Le PS propose à cet effet une **limitation explicite de la taille du total du bilan à 50 pour cent du produit intérieur brut (PIB) suisse, y compris une limitation des opérations hors bilan dans la loi.** Une limitation directe de la taille peut garantir qu'UBS doit être immédiatement réduite et que le risque financier pour les contribuables soit ainsi directement diminué.

Le PS serait également prêt à adopter une **solution incitative.** Un **seuil pourrait être fixé pour les exigences en matière de fonds propres à partir d'une somme de bilan de 50 pour cent du PIB suisse**, à partir duquel la partie excédentaire serait soumise à un ratio de fonds propres plus élevé de 30 pour cent (y compris une augmentation progressive). Le Conseil national a adopté en mai 2023 une motion du PS² en faveur d'un ratio de fonds propres de 15 pour cent pour les banques d'importance systémique mondiale. En outre, la composante progressive doit maintenant être développée. Les exigences en matière de fonds propres doivent continuer à augmenter avec la taille de la banque. Cela réduit le bilan et donc le risque pour les contribuables. Avec une exigence de fonds propres de 30 pour cent à partir de 50 pour cent du PIB suisse pour la partie excédentaire, on incite très fortement UBS à se séparer de la partie nationale de Credit Suisse et à réduire substantiellement le total du bilan.



² Voir la motion Birrer-Heimo 21.3910